la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

CONDITIONS D'ABONNEMENT		ADMINISTRATION & REDACTION	TROISIÈME ANNÉE — N° 47
FRANCE, ALGÉRIE COLONIES	EXTÉRIEUR	96, Quai Jemmapes, PARIS-X[e]	1[er] Décembre 1927
Six mois . 16 fr. Un an . . 30 fr.	Six mois . 22 fr. Un an . . 40 fr.	Téléphone : Combat 08-02 Chèque Postal : *Révolution Prolétarienne* 784-99	Prix du numéro .... 1 50 (Extérieur : 2 fr.)

SOMMAIRE

Le Carnet du Sauvage

La bourgeoisie sera bien servie.

La lettre par laquelle Henriette Roland-Holst démissionne du Parti communiste hollandais, que nous publions plus loin, m'a rappelé une discussion que j'ai eue, il y a quelques semaines, avec un camarade qui appartient encore au Parti français, et qui prétend même le bien connaître.

Il m'assurait que si Trotsky était exclu, il y aurait trois mille démissions du Parti rien que dans la région parisienne.

Devant mon air incrédule, il ajoutait qu'une foule de membres en avaient assez, qu'un scandale tel que l'exclusion de Trotsky les ferait exploser. Ah ! non, cela ne se passerait pas comme lors de nos exclusions; le morceau, cette fois, était autrement gros !

Je lui répliquai que le morceau, en effet, ne pouvait souffrir la comparaison. Cependant, le Parti ne réagirait pas. Il m'en paraissait bien incapable. Pour réagir, il faut d'abord vivre. Or, le Parti ne vit pas; il ne cherche pas à comprendre, il ne discute pas, il ne pense pas. *L'Humanité* pense pour lui, si c'est penser que délayer les boîtes de théorie condensée que les dirigeants de l'Internationale lui expédient. On inonderait le Parti des sempiternels et de plus en plus faux arguments sur la discipline, le travail fractionnel, sur l'intérêt de la Révolution russe. On foudroierait les plus ardents en leur disant : « Vous servez la bourgeoisie. » Derrière ce vacarme, le X[e] anniversaire de la Révolution russe serait célébré par l'exclusion — on écrit déjà l'expulsion — de Trotsky, par l'emprisonnement de centaines d'artisans de la Révolution, en attendant pire.

Je n'avais pas pensé à cet autre argument découvert depuis par Vaillant-Couturier, celui des « épanchements sentimentaux ». Un communiste

bien trempé doit évidemment être prémuni contre de tels épanchements. Cœur et tête de bronze. C'est grand dommage que Vaillant-Couturier ne soit pas prémuni contre d'autres épanchements et qu'il fasse dans ses culottes à l'idée qu'on pourrait lui braquer sous le nez la menace de n'être plus député, plus rédacteur en chef de l'*Humanité*, plus rien qu'un Paul Vaillant-Couturier tout nu, réduit à ses seules vertus. Tout, mais pas ça ! Plutôt débiter tous les couplets et exécuter toutes les clowneries que l'on voudra.

L'argument de la discipline a été copieusement servi. Et — que les garçons de restaurant me pardonnent — par quel tas de « loufiats » ! Juste au même moment, ces dirigeants communistes français donnaient un remarquable échantillon de leur respect de la discipline, des règles et des statuts de leur parti. Ils ont trouvé le moyen de convoquer leur Comité central du 9 novembre, nous apprend un tract de l'opposition Treint, de telle manière que de nombreux membres, naturellement tous ceux qui sont classés dans l'opposition, et même d'autres, comme Renaud Jean, furent dans l'impossibilité de trouver le lieu de la réunion. C'est pouffant !

J'aimerais bien savoir si c'est au cours de ses pérégrinations du 9 novembre que Renaud Jean a ruminé son article du 18 sur la nécessité de la discipline.

Pourquoi se gêner, auront dit les Bouthonnier et les Thorez, les Semard et les Monmousseau. Treint serait mal venu à se plaindre. En sa compagnie, n'avons-nous pas joué de pareils tours à la discipline et aux statuts depuis 1924 et l'ouverture de la crise russe ? Faisons-nous rien d'autre que ce qu'il nous a appris quand, ensemble, nous appartenions à la fraction de la majorité de l'Internationale ? Le monopole de l'action fractionnelle et de la violation de la discipline n'est-il pas réservé aux chefs de majorité ?

Pauvres chefs qui se figurent peut-être rassembler ces fractions autour d'une conception ou de leur personne. Ils les rassemblent en réalité autour du manche, autour de la caisse, autour de qui dispense les dignités dans les divers partis de l'Internationale. Quand le manche passe en d'autres mains, ses fidèles s'empressent de le suivre.

C'est ainsi que l'on obtient la même unanimité pour approuver aujourd'hui la politique liquidatrice de Staline que l'on obtenait hier pour approuver la politique putschiste de Zinoviev. Mais c'est ainsi qu'on déshonore et qu'on tue sûrement une Internationale.

Nous avions rêvé d'un autre destin pour l'Internationale communiste. Nous sommes à l'aise, tristement à l'aise, pour dire notre pensée. Nous ne nous demandons pas si nous sommes d'accord avec l'opposition de Trotsky-Zinoviev, ou avec celle de Sapronov-Smirnov, ou avec l'opposition ouvrière. Nous ne regardons pas seulement les déchirements d'en haut; nous voyons l'oppression qui pèse en bas sur la classe ouvrière. Nous ne trouvons pas que tout va mal depuis que nous avons été exclus. Nous l'avons été précisément parce que nous trouvions déjà que tout n'allait pas bien, parce que nous souffrions des souffrances des ouvriers russes. Si l'on ose fermer la bouche aujourd'hui à un Trotsky, imaginez ce que l'on a pu se permettre avec un simple membre du Parti ou avec un travailleur d'usine avant d'en arriver au point où l'on est.

Le Congrès du Parti communiste, qui s'ouvre le 1er décembre, va sans doute sanctionner la faute irréparable contre laquelle Lénine l'avait pourtant mis en garde; il accordera à Staline l'exclusion de Trotsky et de Zinoviev; il rendra inévitable la formation d'un deuxième Parti communiste qui logera, d'après les paroles mêmes de Tomsky, dans les prisons russes. Aujourd'hui, l'exclusion; demain la prison. Après-demain, les balles de revolver qui ont raté Trotsky le 7 novembre, si l'on en croit une information venue de Moscou aux camarades de *Contre le Courant*, le frapperont-elles en pleine poitrine ?

Il ne ferait plus de doute alors qu'une phase de la Révolution russe est terminée. Dans ce Thermidor au ralenti, est-il encore possible de faire machine arrière et d'échapper au précipice où s'engloutissent les révolutions ? Pour défendre la Révolution russe, en ces heures, il faut la défendre contre elle-même, l'empêcher de se renier et de se mutiler.

Ne pas le comprendre là-bas, ne pas le leur crier d'ici et de partout, voilà le meilleur moyen de servir la bourgeoisie.

Littérateurs de gauche.

Une manifestation de la pourriture des milieux de gens de lettres plus caractéristique encore que l'affaire Hamp, c'est l'histoire du journal la *Rumeur*.

Pierre Hamp, le Pierre Hamp de la « Peine des Hommes », a contracté au cours de la guerre l'admiration des grands brasseurs d'affaires. Nous l'avions vu avec étonnement entonner la louange d'un Loucheur. Ensuite, nous l'avons vu, descendant une autre marche, faire les commissions électorales du banquier Homberg.

Dire que celui-là était du nombre des quelques écrivains que nous aimons à trier à part ! Et nous n'étions pas seuls puisque, il n'y a guère plus d'un an, il donnait encore des articles à l'*Humanité;* il devait même faire partie de la délégation de littérateurs qui est allée en Russie pour l'anniversaire de la Révolution de novembre.

J'aurais, certes, préféré le seul Pierre Hamp à toute la foule des littérateurs et des journalistes dont le numéro de lancement de la *Rumeur* a publié sur trois pages les photographies, mais vraiment le spectacle de cette foule se ruant pour placer sa copie chez le fondateur de ce journal, chez l'Anquetil que le *Populaire* dénonça en 1919 comme un policier, que nous avons surpris comme agent provocateur, à la même époque, dans une histoire de coup de main sur l'Elysée, que tout le monde connaît comme un maître-chanteur et un pornographe, cela dépasse en bassesse tout ce qu'on pouvait imaginer.

Il paraît que c'est ça la littérature et le journalisme de gauche ! Décidément la bourgeoisie républicaine est descendue bien bas.

Le bateau-programme de la C. G. T.

Sans crier gare, le *Peuple* nous a bombardé, le 15 novembre, d'un nouveau programme de la C. G. T., un remarquable catalogue des réformes les plus diverses. Il y a là-dedans de quoi satisfaire tous les goûts. Mais le plaisir de beaucoup aura été vraisemblablement gâté par deux nouvelles qui ont acompagné, à quelques jours d'intervalle, la publication de ce fastueux programme.

Poincaré faisait annoncer, le 16 novembre, qu'il allait déposer un projet de loi ayant pour but « de

donner un statut organique au Conseil National économique ».

Le 17 novembre, le parti radical reprenait à son compte le programme de la C. G. T. dans l'ordre du jour suivant :

Le groupe radical et radical-socialiste de la Chambre prend acte du récent manifeste de la Confédération Générale du Travail : se félicite que ce programme de rénovation nationale et d'adaptation des institutions démocratiques aux conditions de la vie moderne se rencontre dans ses grandes lignes avec celui du parti radical et radical-socialiste fixé dans ses derniers congrès, s'engage à faire ses efforts pour assurer la collaboration féconde, sous le contrôle de la nation souveraine, de toutes les forces économiques du pays.

Il demande en particulier le vote d'un statut organique du Conseil économique, où une large place doit être assurée au monde agricole, qui n'a pas joué jusqu'ici le rôle essentiel qui lui incombe dans l'activité générale de la nation.

Ces trois manifestations sont liées et s'éclairent mutuellement. Les actes ont plus de signification que les paroles et c'est par eux qu'il faut juger un mouvement.

Par ce programme, la C. G. T. faisant fi des avances du parti socialiste conclut une alliance avec le parti radical; elle prépare et impose un nouveau cartel politique en vue des prochaines élections; la base de l'accord est fournie et si le succès couronne l'opération électorale, le problème de la participation ministérielle de la C. G. T. se trouvera posé tout naturellement.

Une autre caractéristique de ce programme est sans doute de délier Jouhaux de certains engagements contractés par lui à la veille du dernier Congrès confédéral, à un moment où il fallait rompre certaines oppositions à la rationalisation et au Conseil économique.

Au Congrès fédéral des Métaux, Jouhaux disait (*Peuple* du 26 juillet) :

Eh bien ! camarades, si demain, à la rentrée des travaux, le Conseil économique n'est pas habilité pour discuter de cette question de la rationalisation, POUR NOTRE PART IL AURA VÉCU.

Si le Conseil économique ne peut pas s'emparer de cette question, si on ne lui reconnaît pas le droit de la discuter, d'en fixer les directives générales, de poser comme substratum à toute modification de l'organisation économique la pratique des contrats collectifs, il n'est pas nécessaire que nous nous engagions plus avant dans cette voie de responsabilité.

La reprise des travaux du Conseil économique a été retardée; au lieu de l'ultimatum annoncé nous avons une situation différente, le conflit est dénoué au moyen d'un vaste programme utopique de collaboration des classes, de rénovation du fonctionnement de l'Etat, d'intégration de l'organisation syndicale dans le mécanisme constitutionnel du pays.

Je ne crois pas que la C. G. T. soit jamais allée aussi avant dans l'acceptation du millerandisme social. Jamais elle n'a moins compté sur l'effort propre de la classe ouvrière et davantage misé sur l'intervention gouvernementale. Jamais elle n'a montré plus à nu sa confiance chimérique dans les possibilités d'un gouvernement bourgeois d'imposer au patronat une limitation de ses privilèges de classe. Elle fait cette démonstration à l'heure où le capitalisme, renforcé dans son orgueil de classe dirigeante, est bien résolu à réorganiser la production suivant son plan à lui, suivant ses méthodes, en aggravant l'oppression ouvrière. Le patronat est logique dans son rôle. La C. G. T. ne l'est point, elle, dans son rôle de représentante de la classe ouvrière.

C'est au moment où le patronat réalise sourdement une diminution générale des salaires, où il démoralise les ouvriers par la menace d'une crise de chômage, que la C. G. T., au lieu d'organiser la résistance pied à pied, sur la terre ferme des luttes journalières, regarde vers les nuages et y lance de mirifiques programmes d'intérêt général qui éclatent, tels des bulles de savon, sitôt formés.

Ce n'est pas ainsi que les intérêts de la classe ouvrière peuvent être défendus. Le contrôle ouvrier, que l'on a épinglé à un tel programme, pour lui attirer des sympathies, ne sera pas, ne peut pas être obtenu de la bonne volonté du patronat. Ainsi que vient de le rappeler Dumoulin, c'est une question de force entre le patronat et la classe ouvrière.

Le mouvement syndical français semble l'avoir complètement oublié. La guerre a passé sur lui comme une éponge effaçant toute l'expérience antérieure. Il repart avec toutes les illusions du lendemain de la Commune, confiance dans le patronat, confiance dans les pouvoirs d'Etat, confiance dans les partis politiques. Il ne retrouvera la confiance en lui qu'au fur et à mesure qu'il perdra confiance dans les autres. Il a besoin de refaire pour son propre compte toutes les expériences déjà faites autrefois. Ne perdons pas espoir; il le fera; l'important c'est qu'il le fasse à une plus vive allure que la première fois.

P. MONATTE.

HARO ! SUR LES INSTITUTRICES SYNDIQUÉES !

L'affaire Henriette Alquier

C'est dans quelques jours seulement que sera jugée l'affaire Henriette Alquier, dont tous les lecteurs de la *R. P.* ont dû entendre des échos. Aussi nous ne ferons que rappeler brièvement les faits :

Henriette Alquier, institutrice de l'Hérault, avait été chargée par les Groupes Féministes de l'Enseignement laïque de préparer en vue du congrès de Grenoble, en 1926, un rapport sur le sujet suivant : *Maternité, fonction sociale.* Ce rapport fut adopté à l'unanimité et publié en février 1927 dans le *Bulletin des Groupes Féministes.* Des journaux catholiques, parmi lesquels la *Croix du Saint-Gironnais*, la *Défense catholique du Mans*, la *Nation*, déclenchèrent alors contre notre camarade une campagne infâme que dirigea le général de Castelnau et qui aboutit le 17 mai, à une intervention à la Chambre. La réaction qui demandait contre H. Alquier l'application de la loi de juillet 1920 sur la propagande anticonceptionnelle, enregistra un premiers succès puisque Herriot accorda l'autorisation de poursuivre. Or, cette loi menace tout simplement H. Alquier ainsi que Marie Guillot, gérante du *Bulletin Féministe,* d'une amende de 100 à 3.000 fr. et d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Examinons maintenant le rapport incriminé. On y trouve en premier lieu un tableau de la famille ouvrière, avec ses charges et ses misères dont la plus terrible réside sans aucun doute dans l'énorme mortalité infantile parmi la classe travailleuse. Or, ce tableau, tout plein de pitié pour la tâche écra-

santé de l'ouvrière qui va être mère, tombe déjà, paraît-il, sous le coup de la loi à cause du passage suivant :

« Mais la venue du premier enfant n'est que le prélude d'une vie de souffrances et de privations. »

« *La classe ouvrière que la société n'a eu cure d'instruire et d'éduquer, n'est pas, comme les classes moyennes, pénétrée par la théorie malthusienne. Elle est aussi bien convaincue de la nécessité de réduire le nombre des naissances. Mais elle ignore tout de l'éducation sexuelle, des procédés néo-malthusiens, et ce n'est que la fraction la plus intelligente, la plus ouverte, la moins inéduquée qui se renseigne et agit en conséquence.* »

« *Ainsi, les tentatives faites pour mettre un frein aux proportions que prendrait la famille se bornent en tentatives tardives, en avortements, alors qu'elles devraient être anticonceptionnelles...* »

H. Alquier examine ensuite les lois françaises sur la protection de la mère et de l'enfant, elle fait le tour des réalisations et, devant leur insuffisance, elle se permet de souhaiter un avenir meilleur pour les petits et pour leurs mères, un avenir où, dans une société de producteurs, la maternité elle-même apparaîtrait comme une production, comme une fonction sociale, et mériterait de ce fait d'être protégée par la collectivité.

Elle formule le vœu que dans cet avenir malheureusement lointain, la maternité soit précédée de toute une éducation comprenant l'enseignement sexuel et prénuptial et l'enseignement de la puériculture. Et c'est de cette partie du rapport, de cette anticipation, qu'on a extrait le passage suivant qui constitue le gros morceau de l'accusation :

« *De même notre jeunesse saura qu'il faut savoir limiter les proportions de la famille aux moyens d'existence, à l'état de santé de la mère et à son libre consentement. Il ne s'agit pas de se reproduire sur la planète à la façon des lapins en Australie ! Je sais bien que notre organisation sociale d'alors saura développer les moyens de production et opposer au malthusianisme industriel capitaliste une richesse infinie de produits et de moyens d'existence. Mais tout de même il y a à côté de cette possibilité d'assurer la subsistance d'une nombreuse famille la santé de la femme qui compte et son consentement. La femme sera libre de s'imposer ou non les souffrances inévitables de la maternité.* »

« *L'enseignement des procédés néo-malthusiens pourra se faire au grand jour. Voilà qui déplaît à nos bons bourgeois ! Ils parlent de repopulation, de mesures sévères contre ceux qui répandent ces procédés, « eux dont les femmes limitent à loisir leur progéniture dans leur cabinet de toilette ou dans celui des garçonnières ! » Les procédés anticonceptionnels ne lèsent personne : ils sont inoffensifs quant à la vie physiologique de l'homme ou de la femme; et il serait puéril de prétendre que détruire un spermatozoïde, une cellule, c'est attenter à une vie humaine !* »

« *Le souci de cette liberté de la maternité a poussé nos camarades russes à accepter le principe du droit à l'avortement chirurgical. Beaucoup de braves gens s'en sont indignés. Mais nous pensons que, chez une génération éduquée, on aurait recours à cette pratique rarement et bien plus rarement surtout qu'actuellement, bien qu'elle soit réprimée très sévèrement.* »

Nulle personne de bonne foi ne songerait évidemment à interpréter ces rêves généreux comme une propagande anticonceptionnelle, comme un enseignement de procédés anticonceptionnels. Il est vrai que nous n'avons à attendre de bonne foi ni des bourgeois cléricaux, qui n'hésitent pas à isoler quelques phrases de leur contexte et même à les transformer, ni de certain mouchard de l'enseignement qui se montra particulièrement vil en cette affaire, ni d'un Herriot qui n'a vu là qu'une occasion de donner des gages à la droite. A défaut de bonne foi, ce n'est certes pas le souci de défendre l'école laïque qui allait faire adopter par le ministre de l'Instruction publique une attitude vraiment laïque. Et la menace des sanctions administratives pèse sur notre camarade même pour le cas où la justice ne serait pas assez sévère au gré d'Herriot.

Cette affaire apporte un autre témoignage non moins instructif sur la mentalité de la bourgeoisie. Il y a eu toutes ces dernières années une littérature, à portée philosophique, sur le sujet qu'a traité Henriette Alquier : rappelons seulement le dernier roman de Victor Margueritte et les articles de Devaldès dans le *Mercure de France*. Or il n'a jamais été question d'appliquer à ces auteurs la fameuse loi de juillet 1920; une pareille tentative aurait sombré dans le ridicule. Avec H. Alquier, par contre, toute la lâcheté a pu se donner libre cours. On savait bien d'avance que son administration ne ferait rien pour la défendre et que l'accusation de dévoyer la jeunesse ferait à coup sûr son petit effet. Mais surtout, on s'attaquait à une femme, et on espérait l'écraser plus vite, parce que femme. Sans doute tous ces bourgeois se réjouissent-ils déjà à l'idée que leur vengeance s'accomplit contre les femmes qui osent s'émanciper, qui osent prétendre que leur fonction de mère leur confère d'abord des droits et non plus exclusivement des devoirs ! A moins qu'ils ne commencent à s'inquiéter en découvrant qu'une femme ne se laisse pas si facilement écraser quand elle sent derrière elle l'appui de ses camarades de lutte, de son syndicat et de toutes les organisations ouvrières.

MARCELLE RICHARD.

Pas de justice pour l'indigène !

Il y a des juges à Alger...
mais non pour défendre les innocents,
ni poursuivre les criminels.

Nous recevons ce laconique télégramme qui montre qu'une nouvelle scène du drame s'est jouée :

ALGER, 26 *novembre*, 17 *h.* 23. — *Faroudja, la tante d'Ourdia, s'est constituée partie civile, le 14 novembre, avec l'argent recueilli par collecte. La mère d'Ourdia avait disparu; en la recherchant, Faroudja a été, mercredi, blessée à coups de couteaux.*

Le ravisseur et la fillette sont toujours introuvables.

***

Un camarade du Rhône nous avise qu'il a saisi la section lyonnaise de la Ligue des Droits de l'Homme. Excellente initiative à généraliser.

LA RÉVOLUTION RUSSE EN DANGER

La Dictature stalinienne et la liquidation du Communisme

Ce que j'ai en vue, c'est la stabilité du Comité central comme garantie contre la scission dans le proche avenir et j'ai l'intention d'examiner ici une série de considérations de caractère purement personnel.

« Le camarade Staline, en devenant secrétaire général, a consacré dans ses mains un pouvoir immense et je ne suis pas convaincu qu'il puisse toujours en user avec suffisamment de prudence. »

LÉNINE, 25 décembre 1922.

Staline est trop brutal, et ce défaut, pleinement supportable dans les relations entre nous, communistes, devient intolérable dans la fonction de secrétaire général. C'est pourquoi je propose aux camarades de réfléchir au moyen de déplacer Staline de ce poste et de nommer à sa place un homme qui, sous tous les rapports, se distingue du camarade Staline par une supériorité, c'est-à-dire qu'il soit plus patient, plus loyal, plus poli et plus attentionné envers les camarades, moins capricieux, etc. Cette circonstance peut paraître une bagatelle insignifiante mais je pense que pour se préserver de la scission et du point de vue de ce que j'ai écrit plus haut des rapports mutuels entre Staline et Trotsky, ce n'est pas une bagatelle, à moins que ce soit une bagatelle pouvant acquérir une importance décisive.

LÉNINE, 4 janvier 1923.

(*Extrait du « testament » de Lénine, publié par la* Révolution Prolétarienne, *n°* 23, *novembre* 1926.)

***

Les bolchévistes en sont à se battre entre eux, à s'excommunier les uns les autres. C'est un acte nouveau de la grande tragédie russe qui commence, mais ce ne sera pas le dernier. La question intéressante n'est pas de savoir si Trotsky l'emportera sur Staline ou Staline sur Trotsky, mais de savoir quelles forces nouvelles s'affirmeront en Russie lorsque l'effondrement du régime communiste sera totalement accompli. Une ère nouvelle exige des hommes nouveaux. Ceux-ci n'apparaîtront au Kremlin que lorsque les disciples de Lénine, devenus des frères ennemis, se seront définitivement effacés de la scène.

TEMPS, 19 novembre 1927.

❁ ❁ ❁

Ces deux textes marquent, l'un, le point de départ et la cause de la crise que traversent le Parti communiste russe et l'Internationale communiste depuis la mort de Lénine, l'autre l'aboutissant inévitable de cette crise sous la direction stalinienne. L'homme que Lénine voulait, avant toute chose, arracher au secrétariat du P. C. R. s'y est cramponné. Disciple qui trahit son maître, il a conduit son parti à la scission et la Révolution russe au bord du gouffre. L'histoire des révolutions montre que le jour où la discorde brise l'unité de la direction, où les uns bâillonnent et emprisonnent les autres ou attendent de les fusiller, ce jour-là marque le triomphe de la contre-révolution.

Staline a poursuivi sa tâche sans répit. Il lui a fallu quatre années pour se débarrasser des gêneurs et rassembler en ses mains tout le pouvoir. Il n'était pas facile de faire passer Trotsky pour un contre-révolutionnaire aux yeux des paysans et ouvriers russes et du prolétariat de tous les pays, accoutumés à voir en lui le plus proche et le plus capable des collaborateurs de Lénine. Même au cours de cette dernière année, après l'attaque sournoise ou publique poursuivie sans relâche, des résistances s'étaient manifestées dans l'I. C. comme dans le P. C. R. qui avaient obligé Staline à attendre jusqu'au 15e Congrès. Mais la ruse par quoi il se caractérise lui a permis de rendre inutile le Congrès en le plaçant devant le fait accompli. Il a osé faire son coup au milieu des fêtes du 10e anniversaire : c'en est l'apothéose !

Sur ses intentions, on a été vite fixé. Vaillant-Couturier était à peine arrivé à Moscou qu'il télégraphiait : « Cette fois, les preuves sont apportées d'une chaîne continue reliant l'œuvre de l'opposition à celle de la réaction blanche. » Quand le capitaine Fracasse se fait procureur, c'est que l'affaire est réglée. Car le capitaine Fracasse est un lâche, même lorsqu'il a mis vaillant dans son nom, et il ne se découvre que s'il n'y a plus de danger.

Dès lors, les choses n'ont plus traîné. L'opposition a été bâillonnée au moment où les procureurs de tous les pays étaient lâchés. Les mesures de répression s'accumulent. Chaque jour en apporte de nouvelles. Les journaux humoristiques de Moscou montrent Trotsky et ses amis emplissant un train partant pour la Sibérie. (*L'Humanité* ne nous donnera-t-elle pas un échantillon de cet « esprit », avec commentaire de Marcel Cachin ?)

La Sibérie, Trotsky et les opposants la connaissent. C'est la justice tsariste qui les y envoya. Trotsky n'avait pas dix-huit ans que déjà il était condamné à deux ans de prison, puis déporté en Sibérie. Et il y était déporté une seconde fois, après la Révolution de 1905, durant laquelle il avait lutté au premier rang des combattants, à la tête du Soviet des ouvriers de Saint-Pétersbourg,

Mais les ouvriers français laisseront-ils Staline manier tout à son aise le knout, comme jadis le tsar ? Staline déjà couvert du sang des ouvriers et paysans chinois, livrés par sa sottise aux généraux de la bourgeoisie, pourra-t-il demain faire fusiller les meilleurs ouvriers de la Révolution russe pendant que Boukharine-Guizot lancera de nouveau son : « Enrichissez-vous ! » ? Laisserons-nous la bourgeoisie noter joyeusement que « la Révolution dévore ses enfants » ?

La Révolution russe est le bien sacré de la

classe ouvrière tout entière. Nous l'avons saluée comme la revanche de la Commune de Paris et des innombrables victimes de la guerre impérialiste. Nous l'avons défendue contre ses ennemis. Le devoir n'est pas moins urgent aujourd'hui, quand l'ennemi est chez elle, quand la bataille est engagée entre les hommes que le pouvoir a corrompus et ceux que la flamme révolutionnaire n'a cessé d'animer.

L'imprimerie clandestine et l'officier de Wrangel.

Sur le développement de cette crise redoutable, à côté des mensonges et des déformations de la presse communiste officielle, nous avons donné une information honnête et véridique. Nous avons publié tous les textes essentiels, notamment le testament de Lénine que les faux léninistes voulaient soustraire à la connaissance des ouvriers russes et des dirigeants mêmes des sections de l'I. C., les obligeant à en nier l'existence même. Nous devons aujourd'hui nous borner à rétablir la vérité sur les points essentiels, à montrer où est le bonapartisme et surtout à démasquer les immondes inventions par lesquelles on essaie de déshonorer l'opposition après l'avoir bâillonnée.

Il en est deux principales : l'imprimerie clandestine et la liaison avec la contre-révolution par l'intermédiaire d'un ancien officier de Wrangel.

C'est un fait incontestable que l'opposition est bâillonnée. Il avait été décidé qu'une discussion ouverte aurait lieu dans la presse durant le mois précédent le 15e Congrès. Or on refuse de publier la plate-forme de l'opposition. C'est Staline qui est contraint de l'avouer, donnant comme justification que « le Comité central ne veut pas et n'a pas le droit de légaliser la fraction de Trotsky ». Ainsi on attaque l'opposition sans mesure, on dit qu'elle n'a pas de programme, qu'elle se borne à des critiques, à un travail de dénigrement, qu'elle n'est qu'une coalition d'ambitieux en lutte pour le pouvoir et quand elle veut faire connaître son programme au parti on la réduit au silence. C'est un exemple entre cent. L'opposition peut-elle accepter un tel régime ? Certainement non. Les hommes qui la composent revendiquent hautement leurs droits et leurs devoirs de communistes. Au coup de force de la direction, ils ne peuvent riposter qu'en faisant connaître quand même, par les faibles moyens dont ils disposent, leur pensée que Staline et son clan déforment sans vergogne. Ils tirent quelques milliers d'exemplaires de leurs écrits au duplicateur : voilà l'imprimerie clandestine à propos de laquelle Staline, qui dispose de tous les journaux du pays, cherche à ameuter contre eux l'opinion communiste.

Quant à la soi-disant liaison avec les contre-révolutionnaires, on était bien sûr qu'il ne pouvait s'agir là que d'une machination dégoûtante. On en connaît aujourd'hui l'histoire. Il y a bien un ex-officier de Wrangel dans l'affaire, mais cet ex-officier, c'est un agent du Guépéou; c'est le Guépéou qui utilise ses services et qui a tenté de l'introduire parmi les opposants. Voici sur ce point la déclaration faite par Staline à l'assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle et publiée par le supplément de la *Pravda* du 2 novembre :

L'opposition s'indigne et proteste parce que l'ex-officier de Wrangel, auquel s'adressaient les alliés de l'opposition, se trouva être un agent du Guépéou. Mais qu'y a-t-il de mal à ce que cet ex-officier wrangélien aide le pouvoir des Soviets à découvrir des complots contre-révolutionnaires ?...

Tels sont les moyens auxquels on a recours pour abattre l'opposition : un ex-officier wrangélien cherche à se glisser parmi l'opposition pour y jouer le rôle d'agent provocateur. La police du second Empire était plus habile.

Liaison avec la contre-révolution : un pareil coup de massue devait mettre l'opposition à la merci de la clique dirigeante. Après cela, plus besoin de discuter. Cependant on prend la peine d'expliquer, de montrer que l'opposition se trompe. C'est que la clique stalinienne s'est bien rendu compte qu'il n'y aurait pas un ouvrier sérieux pour se laisser prendre à sa machination policière. Alors on fait donner les communistes qu'on considère comme les plus capables d'influencer l'opinion ouvrière et en entreprenant celle-ci chaque jour d'un côté différent on pense bien en avoir finalement raison. C'est ainsi que l'*Humanité* a publié d'abord un article de Renaud Jean, puis, à quelques jours d'intervalle, un article d'Alexandra Kollontaï.

Le mensonge de la discipline.

Jusqu'ici Renaud Jean n'était jamais intervenu lors des crises qui surgirent dans l'I. C. ou dans sa section française. Il paraissait se cantonner systématiquement dans son travail de propagande et d'éducation parmi les paysans. Est-ce une rancune personnelle contre Trotsky qui le fait, aujourd'hui, sortir de sa réserve ? Ce serait bien mesquin, d'autant qu'aujourd'hui il encaisse sans protester une aide de l'I. C. auprès de laquelle celle qu'il dénonçait à l'époque du 4e Congrès de l'I. C. n'était que jeu d'enfant. Quelles raisons donne-t-il pour condamner l'opposition ? D'abord la discipline. Quelle chose commode que l'appel à la discipline ! Cela permet de tout couvrir. La discipline de parti, les opposants qui ont passé par la lutte contre la tyrannie tsariste puis par les rudes années de la Révolution savent aussi bien que Renaud Jean ce que c'est. Mais un communiste qui pense que la direction de son parti se trompe sur les questions fondamentales, qu'elle met la Révolution en danger peut-il accepter d'être bâillonné ? Un socialiste, un syndicaliste devaient-ils, pendant la guerre, être disciplinés et ne pas se rebeller contre la politique jusqu'auboutiste d'union sacrée des dirigeants du Parti socialiste et de la C. G. T. ? N'était-ce pas au contraire leur devoir de parler quand même. Mais Renaud Jean est plus royaliste que le roi et plus boukharinien que Boukharine. Lénine vivant, il a existé à diverses époques des fractions, des oppositions dans le P. C. R. Lors de la paix de Brest-Litovsk, alors que la situation était quand même un peu plus grave qu'aujourd'hui, Boukharine a contribué à la constitution d'une véritable fraction, celle des partisans de la guerre révolutionnaire, fraction qui avait son organe central et comprenait des socialistes révolutionnaires de gauche. Les a-t-on exclus, lui et les membres de sa fraction ? déportés ou emprisonnés ? Pas du tout. On a laissé à la discussion et aux événements le soin de les ramener à la politique de la majorité du Comité central. Il y a la discipline révolutionnaire et la discipline de caserne de l'armée bourgeoise où le soldat n'a qu'à exécuter les ordres transmis d'échelons en

échelons — comme dans les présentes caricatures de partis communistes.

Mais Renaud Jean ne condamne pas seulement l'opposition à cause de sa soi-disant indiscipline. Il la condamne parce qu'elle « a tort quant au fond ».

Le fond, ici, c'est seulement la Nep. Renaud Jean ne parle d'aucune des grandes questions internationales. Il écrit que ceux qui ont considéré la Nep comme un recul ont montré qu'ils n'avaient qu'une « très vague notion du socialisme », puis que « la Nep est la voie normale qui conduit au socialisme », que « la Nep jouera dans toutes les révolutions », que Trotsky et Zinoviev ont affirmé « qu'il n'y avait de salut pour la Révolution que dans le retour aux mesures de violence ».

Trotsky et Zinoviev n'ont jamais rien dit de semblable. Ils ont approuvé l'instauration de la Nep. Mais ils ont rappelé qu'il ne fallait pas négliger les côtés négatifs de la Nep et ceux qu'ils ont combattu ce sont les jeunes professeurs rouges qui, groupés autour de Boukharine et de son « Enrichissez-vous ! » proclamaient que la Nep était le socialisme, prônaient une néo-Nep et demandaient l'exclusion de la Nep au village. On alla même jusqu'à envisager la dénationalisation du sol en Géorgie. Ils voyaient dans cette politique un abandon du communisme et le 14[e] Congrès du P. C. R. leur a donné raison. La façon dont Renaud Jean parle de la Nep laisse supposer qu'il est en parfait accord avec la conception condamnée et anticommuniste de l'école de Boukharine.

Renaud Jean a visité l'Ukraine en juin dernier et il a constaté que tout allait assez bien au village. La crise des « ciseaux » existe encore mais elle s'atténue et « sa conclusion très nette est que la République d'Ukraine et le gouvernement de l'Union appuient le paysan pauvre et le paysan moyen et qu'ils s'appuient sur eux. Notre conclusion est que l'importance des « koulaks » a été fortement grossie par les exclus ».

Nous ne croyons pas qu'il soit si facile de se rendre compte de ce qui se passe réellement dans le village russe et, en regard des conclusions de Renaud Jean, nous pourrions en citer d'autres, émanant d'hommes ayant davantage la possibilité d'aller au fond des choses que des communistes étrangers passant rapidement; mais nous nous bornerons à constater qu'ici encore Renaud Jean est plus boukharinien que Boukharine. Car celui-ci vient justement de reconnaître la nécessité d'agir sur les koulaks. Au 7[e] Congrès des syndicats de Moscou, il a parlé de la nécessité « de renforcer la pression sur les éléments capitalistes », et voici ce qu'il a déclaré au sujet des paysans :

> Mais c'est justement parce que nous avons renforcé notre alliance avec les seredniaks (paysans moyens), parce que nous avons fait de grands progrès dans la coopération, dans le commerce et l'industrie, que nous pouvons maintenant nous mettre à agir sur les koulaks, sur les éléments bourgeois, en général.

Et comme Boukharine reconnaissait ainsi implicitement la justesse des critiques de l'opposition, il n'a pas manqué d'injurier copieusement ladite opposition, coupable une fois de plus d'avoir raison.

Renaud Jean constate, en terminant, que l'œuvre de reconstruction exige « la paix à l'intérieur comme à l'extérieur ». Assurément. Mais le moyen d'assurer cette paix ne réside certainement pas dans la politique qui consiste à bâillonner l'opposition, à provoquer la scission dans le P. C. R. et à miser sur le « loyalisme révolutionnaire » de Tchang Kaï Chek. Les fautes se paient et c'est après le coup d'Etat de Tchang Kaï Chek que le gouvernement de Baldwin a rompu brutalement avec l'U. R. S. S. Il est bien étonnant que Renaud Jean ait cru pouvoir aborder cette question de la paix extérieure sans rien dire de la Révolution chinoise ni de la rupture avec l'Angleterre, ni de la demi-rupture avec la France.

Si l'intervention de Renaud Jean était imprévue, que dire de celle de Kollontaï !

Kollontaï sait ce que c'est que l'opposition. Elle a été un des dirigeants du groupe de l'opposition ouvrière qui s'est formé presque au début de la Révolution d'octobre. Elle connaît la littérature clandestine, comment on l'imprime et comment on la distribue quand on s'estime bâillonné par la direction du Parti. Elle n'a pas toujours méprisé les anarchistes et, à l'occasion, elle a recherché des appuis en dehors du Parti. Depuis plusieurs années, elle ne jouait plus aucun rôle politique actif, servant l'U. R. S. S. comme ambassadrice à Oslo, puis à Mexico, puis de nouveau à Oslo. On la considérait cependant comme liée moralement à l'opposition ouvrière. Elle se réveille aujourd'hui et apparaît sous la forme d'un prêcheur de discipline de la plus stricte observance. Elle ne connaît plus d'opposi on quelconque. Elle parle au nom de la « masse ». « La masse ne croit pas en l'opposition » : cela est dit et répété. Puis : « Le fait que l'opposition, enfreignant la volonté de la masse, parle en son nom, met celle-ci dans une colère terrible... Qui les a mandatés pour parler en notre nom ? »

Et qui donc a mandaté Kollontaï pour parler au nom de qui que ce soit ? Et puisqu'elle connaît si bien l'état d'esprit des ouvriers, pourquoi ne dit-elle rien de ceux qu'on déporte, emprisonne ou — répression plus jésuitique — qu'on réduit au chômage dès qu'ils approuvent l'opposition ? Osera-t-elle nier qu'il en existe ?

Le bloc d'opposition.

Mais son article est écrit essentiellement pour soulever, sans y paraître, la question du bloc d'opposition. Voici comment elle le fait : « La masse ne croit pas en l'opposition parce qu'elle a horreur du *manque de prinicipes*. Les membres du rang, peu versés dans la politicaillerie, n'arrivent pas à comprendre ce bloc entre adversaires de la veille. » C'est une question qu'il faut aborder plus franchement, sans hypocrisie. L'étonnant est qu'on ait choisi Kollontaï pour la soulever. Elle n'ignore pas que, dans la direction du Parti communiste, depuis la Révolution, les formations les plus diverses se sont, selon les questions, constituées. Trotsky s'est trouvé parfois contre Boukharine (Brest-Litovsk) et avec Boukharine (question syndicale en 1921). Au 14[e] Congrès, s'il avait répondu aux avances de Staline, on aurait vu un bloc Staline-Trotsky créé pour abattre l'opposition naissante de Zinoviev-Kamenev. Kollontaï aurait-elle dénoncé ce bloc « entre adversaires de la veille » ? Si ce bloc ne s'est pas formé c'est précisément parce que les opposants n'ont toujours songé qu'à leurs idées, non à leurs personnes.

Cette question de bloc oppositionnel, nous l'avons traitée sans détour. Nous avions combattu

Zinoviev. Nous avons dénoncé comme une faute la jonction des deux oppositions. Nous ne comprenions pas comment elle avait été possible et nous étions convaincus que les ouvriers français le comprendraient encore moins que nous. En l'absence d'information suffisante, nous ne parvenions pas à démêler les raisons d'un rapprochement aussi imprévu. Nous pouvons le faire aujourd'hui.

Après la mort de Lénine, Zinoviev a certainement cru qu'il était possible de diriger le P. C. R. sans Trotsky, et au besoin contre lui, au moyen de la troïka (Staline-Zinoviev-Kamenev). Mais à la faveur de la lutte acharnée menée contre Trotsky, tandis qu'on le taxait de menchévisme et de tout le reste, un groupe se forma autour de Boukharine, prenant à son compte le mot d'ordre de l'Enrichissez-vous ! et bâtissant toute une théorie dont le point de départ était que la Nep c'est le socialisme et l'aboutissant logique qu'il fallait étendre la Nep. Car on voit bien maintenant que le mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! » n'a pas été une sorte de boutade, de formule plus ou moins heureuse désavouée aussitôt que formulée. Il a été l'expression consciente et volontaire d'une politique qui a été la règle du P. C. R. durant une demi-année. Et ce n'est que sous les attaques de l'opposition — et sous celles très vigoureuses de Zinoviev — qu'on a consenti à y renoncer et que Boukharine a dû confesser son erreur. Mais pendant six mois on avait systématiquement refusé de publier toute critique dirigée contre la néo-Nep.

Telle a été une des raisons de la rupture de la troïka. Qu'il y en ait eu d'autres sur lesquelles nous sommes encore mal informés, c'est possible. Il est possible que le partage du pouvoir entre les triumvirs n'ait pu se faire sans heurts, que Zinoviev ait trouvé trop restreinte la part que lui laissait Staline. Ce sont là maintenant des questions secondaires sur lesquelles on n'a plus le temps de s'attarder. Le bloc s'est formé sur des idées, sur des principes, sur des conceptions. Zinoviev a reconnu — un peu tard selon nous — avoir commis une grande faute en attaquant Trotsky et l'opposition. En face de ces conceptions il y a celles de Staline : c'est là-dessus qu'il faut discuter. C'est le seul problème qui est désormais posé.

Une confirmation inattendue.

Des articles qui n'ont certes pas été écrits sur commande, ce sont ceux que René Marchand a fait paraître dans la *Volonté* du 17 au 20 novembre — à moins que déjà le clan Rykov n'ait ses agents. Ils gêneront plutôt Staline et Boukharine et je suis sûr que la presse communiste fera sur eux le silence. Ils apportent en effet la justification la plus complète des thèses de l'opposition en ce qu'elles accusent la direction présente du P. C. R. de liquider le communisme. Il y a, en effet, au sein du Comité central du P. C. R. tout un groupe qui est ouvertement de droite — le groupe Rykov — c'est-à-dire qui considère que la Révolution est achevée, qu'il faut s'orienter, dans le domaine intérieur, vers une démocratie paysanne reposant sur le paysan aisé et muselant l'ouvrier jugé trop turbulent, et dans le domaine extérieur vers l'accord avec les Etats capitalistes en faisant ce qu'il faut pour cela, c'est-à-dire reconnaître les dettes tsaristes et les payer, liquider la propagande révolutionnaire, participer aux conférences spéciales que rassemble la Société des Nations, préparant ainsi l'entrée pure et simple à la S. D. N., en un mot intégrer l'U. R. S. S. dans « la grande famille européenne ».

On trouve tout cela dans les articles de Marchand. D'abord ils sont publiés par la caillautiste *Volonté* et portent pour titre général : « Démagogie contre démocratie ». Pas contre communisme : « contre démocratie ». Et, en effet, l'auteur célèbre les vertus de la démocratie; il parle à plusieurs reprises d'une « large démocratie »; il dit que la Russie soviétique doit « prendre position devant la démocratie mondiale ». Il emploie, lui aussi, le terme de « moscoutaires ». Il écrit ceci :

> Ou bien l'Union des Soviets évoluera dans la voie du progrès, c'est-à-dire vers la large démocratie qui mène à la *réalité socialiste*, ou bien elle sera jetée dans l'aventure militariste du fascisme...

Staline ne s'est pas identifié avec ce groupe, bien qu'en fin de compte il fasse sa politique. Mais pour pouvoir dénoncer l'opposition comme menchéviste il est obligé de la désavouer, de donner de temps à autre des coups de barre à gauche, de couvrir son opportunisme liquidateur d'un verbalisme démagogique. C'est la politique de zigzags dénoncée par Trotsky à la dernière et honteuse séance du Comité central. Mais une fois l'opposition définitivement bâillonnée, Staline sera parfaitement à l'aise; il n'aura plus besoin de se gêner ni de se séparer occasionnellement de la droite. Marchand y compte bien. Voici comment il exprime son espérance :

> Les extrémistes éliminés, Staline saura-t-il demain être, à cette heure décisive et de si lourde responsabilité dans l'histoire, l'homme du vigoureux redressement nécessaire ?
>
> Ceux qui l'ont approché, qui savent sa perspicacité, sa prudence, son grand bon sens et aussi sa juste appréciation des hommes et des choses, sont en droit de l'attendre. Si lourde que soit la tâche, je crois ses épaules de taille à la supporter. Sans doute, il a pratiqué jusqu'à présent une politique de louvoiement, d'attente, de « zigzags », pour reprendre la critique trotskyste, entre l'aile gauche et l'aile droite, mais sur la question paysanne et sur celle de la politique internationale il a toujours incliné vers cette dernière...

Mais il y a, dans les articles de Marchand, autre chose que ces aveux pour nous si intéressants à relever. Il y a l'accusation portée contre l'opposition de souhaiter et vouloir la guerre. Rapportant une soi-disant conversation avec Rakovsky, Marchand prétend qu'à la base des conceptions de l'opposition il y a « la nécessité de la guerre, la propagation du socialisme par les baïonnettes, l'impérialisme rouge... » C'est une affirmation impudente. Qui donc, au cours de l'année écoulée a constamment parlé de guerre, sinon Boukharine, interprète sur ce point comme sur le reste de la direction stalinienne ? A l'exemple des gouvernants dans l'embarras, chaque fois que de graves difficultés intérieures ou extérieures ont surgi, il a joué constamment avec la menace de guerre; c'était un dérivatif !

Au lendemain du VII[e] Exécutif élargi de l'I. C., au début de cette année, il disait aux communistes de Moscou :

> En Europe, une nouvelle vague se lève contre nous. Les gouvernements bourgeois préparent une nouvelle guerre impérialiste et font des efforts multipliés pour nous « encercler ». La préparation des opérations militaires a lieu sous la direction de l'Angleterre... Il faut s'attendre à la guerre pour le printemps ou l'automne.

Vorochilov, commissaire à la guerre, renchérissait, s'écriant :

La guerre s'avance de nouveau sur l'Europe, sur le monde entier. La bourgeoisie pousse fatalement à la guerre, prépare les hostilités contre nous. Si ce n'est pas aujourd'hui, c'est demain que nous serons attaqués. Nous sommes à la veille de la guerre.

Il est nécessaire que nous procédions dans le plus bref délai à une mobilisation psychologique. Après nous être militarisés nous-mêmes au sein du Parti, nous devons militariser aussi la classe ouvrière de l'Union soviétiste. Ensuite nous aurons à faire pénétrer cet esprit dans la masse de la population. A chaque minute, nous sommes prêts à défendre les frontières de notre pays.

La panique provoquée par ces discours alarmistes fut si grande — les magasins d'approvisionnement furent vidés en quelques jours — que la direction elle-même du Parti, après avoir déclenché cette manœuvre dangereuse dut faire tous ses efforts pour en enrayer les effets. Mais cela ne l'empêcha pas de recommencer. Les discours belliqueux reprennent au mois de juin lors de la rupture avec l'Angleterre. C'est Boukharine de nouveau qui parle pour la direction stalinienne et cette fois il formule une « théorie communiste » de la guerre. Il faut lancer partout le mot d'ordre de grève générale et de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile. « Il faut, dès maintenant, faire de la propagande en faveur de la grève générale et d'un soulèvement armé. Ces mots d'ordre se transformeront en cris de guerre quand le prolétariat aura l'occasion de réaliser ses vues. »

Et il tient aujourd'hui encore le même langage. A cette honteuse séance du Comité central et de la Commission centrale de contrôle où Trotsky et Zinoviev n'ont pu parler qu'au milieu des hurlements des staliniens déchaînés, il a commencé ainsi son discours :

Quand on a parlé ici des queues aux magasins d'alimentation et qu'on a voulu en attribuer la responsabilité à la mauvaise politique du Comité central, les camarades de l'opposition n'ont oublié qu'une chose, c'est que dès maintenant, sans avoir encore la guerre, nous souffrons des difficultés de la période précédant la guerre. Dans nos tableaux statistiques, nous constatons une demande extraordinaire de certains produits, qui ne cesse de s'intensifier et qui provient de l'émoi non seulement de l'habitant mais aussi de couches assez importantes de la classe ouvrière — émoi relatif aux difficultés à venir de la période de guerre. Le réveil de certaines forces antisoviétiques n'est-il pas en relation avec le danger croissant de guerre ? N'est-il pas évident que les canailles de la petite bourgeoisie spéculent sur la question de la guerre ? N'avons-nous pas en éveil des tendances fascistes prenant forme d'un antisémitisme qui se développe d'une manière inquiétante dans notre pays ?

Quand on sait tout cela, il faut bien de l'audace pour lancer contre l'opposition l'accusation d' « impérialisme rouge », au moment même où, d'ailleurs, cette opposition est constamment taxée de « défaitisme » par Staline. Il y a encore quelque chose que Marchand n'ignore pas, c'est qu'en 1921, lors de la défense contre une attaque polonaise, Trotsky était hostile à la marche sur Varsovie et trouva contre lui la majorité du Comité central, dont étaient Staline et Boukharine. Je n'en conclus pas, d'ailleurs, qu'il y avait là une manifestation d' « impérialisme rouge ». La marche sur Varsovie était parfaitement défendable du point de vue de la défense de la Russie des Soviets. Mais cela souligne l'ignominie qu'il y a à prétendre que Trotsky veut la guerre tandis que le régime stalinien, c'est la paix.

Vers la liquidation du communisme ?

L'exclusion de Trotsky et de Zinoviev, les mesures prises contre les ouvriers qui les ont choisis pour guides, ont ému et angoissé les ouvriers conscients de tous les pays. Ils ne peuvent pas croire que de tels hommes placés aux plus hauts postes par les travailleurs de Russie soient des contre-révolutionnaires. Ils doivent se défendre contre les mensonges — on en inventera chaque jour de nouveaux — au moyen desquels les flagorneurs salariés de la Russie des Soviets essaieront de les tromper. Ils doivent aussi résister à l'écœurement qui les conduirait à se replier sur eux-mêmes, à déserter toute action. Il s'agit du sort de la Révolution russe et, en même temps, car ils sont absolument liés, du sort de la classe ouvrière de tous les pays. Qu'ils songent à ce que serait le lendemain de la chute de la Russie soviétique, à l'infernale terreur blanche qui se déchaînerait là-bas, à l'arrogance qui s'emparerait alors de leur propre bourgeoisie. Nous avons dénoncé l'offensive de 1923 contre l'opposition comme un crime contre la Révolution. Nous avons montré que, plus que jamais, après la mort de Lénine, l'union était nécessaire, qu'à tout prix devaient être évitées la dispersion des forces, les luttes fratricides dont l'aboutissant ne pouvait être que la scission. En cela nous étions fidèles à l'enseignement de Lénine, à ses suprêmes recommandations tandis que les faux léninistes n'avaient qu'un souci : les cacher, les dissimuler, ne pas permettre que les ouvriers du Parti les connaissent. Aujourd'hui, une nouvelle phase s'est ouverte. Les proscriptions ont commencé. On bâillonne, on exclut, on emprisonne. Que fera-t-on demain ?

Une direction de parti qui ne peut plus supporter la critique, qui supprime toute opposition, qui gouverne avec le Guépéou contre les ouvriers communistes, est jugée. Elle prépare la liquidation du communisme. Elle substitue à la dictature du prolétariat la dictature d'une clique ou d'un homme. Elle met la Révolution et la classe ouvrière en danger. Il faut la démasquer devant le prolétariat international et, en même temps, soutenir et aider de toutes ses forces les ouvriers qui la combattent.

A. Rosmer.

LE COLLIER DE PERLES

Dans la plupart des sections de l'I. C. le rôle dirigeant se trouve entre les mains des éléments les plus douteux. Se débarrasseront-elles jamais de ces éléments dans la compagnie desquels les travailleurs sérieux se trouvent mal à l'aise ? C'est la question de l'avenir.

(Interview de Milkitch dans *Politika* du 8 novembre.)

⁂

Même l'expulsion de Trotsky n'a point suscité les épanchements sentimentaux sur lesquels l'opposition pouvait compter en France.

(Intervention de Vaillant-Couturier au Bureau du Comité exécutif de l'Internationale communiste, rapportée par l'*Humanité* du 25 nov.)

Henriette Roland-Holst quitte le Parti hollandais

Les derniers actes des dirigeants du Parti russe et de l'I. C. ont apporté une réponse brutale aux revendications formulées par Henriette Roland-Holst qui avait interprété, en cette occasion, l'espérance et la volonté des véritables révolutionnaires de tous les pays.

Devant l'exclusion de Trotsky et de ses camarades, le dégoût et l'indignation se sont emparés de la célèbre militante hollandaise.

Elle a donné par la déclaration suivante sa démission du parti communiste de Hollande; elle proclame que c'est en dehors des partis communistes qu'il faut chercher désormais de nouvelles voies à la lutte de la classe ouvrière :

Les événements des derniers jours en Russie, où, après une campagne de plusieurs mois d'excitation contre l'opposition, les deux principaux chefs de celle-ci ont été exclus du Parti et leurs partisans écartés du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, dénotent le triomphe de l'étouffement et de la compression violente de la liberté d'opinion, non seulement dans le P. C. russe, mais aussi dans toute l'Internationale communiste.

L'exclusion de Trotsky, le chef dont le génie, joint à celui de Lénine, a mis la Russie des Soviets — pour autant que cela dépendît de quelques grandes personnalités — en état de tenir victorieusement tête, pendant les premières années de la Révolution, aux attaques de la réaction nationale et internationale, — cette exclusion doit remplir de dégoût et d'indignation, contre ceux qui ont commis ce méfait, tous les socialistes révolutionnaires dont l'esprit n'a pas été empoisonné et fourvoyé par la presse communiste.

Pour des millions d'ouvriers et de paysans dans le monde entier, Trotsky était le symbole vivant de l'héroïsme révolutionnaire des années 1917-1921. *Son exclusion signifie le reniement de cet héroïsme. Se solidariser avec Trotsky et aussi avec ses camarades qui dans les derniers mois ont été poursuivis, jetés en prison ou réduits à la misère pour avoir manifesté leur conviction, c'est se séparer de l'Internationale communiste, l'organisation qui dans son ensemble couvre l'action de la fraction Staline-Boukharine.*

L'acte de ceux qui, pour protester contre « l'application de la violence au parti même, contre l'étouffement du Parti et la désorganisation de l'avant-garde prolétarienne, non seulement en Russie, mais dans le monde entier » (comme l'a dit Trotsky dans son dernier discours au Comité Central) — quittent maintenant l'Internationale communiste, ne signifie nullement qu'ils s'identifient avec l'opposition russe au point de vue politique.

En réalité, cet acte est, en ce qui me concerne, le résultat d'une conviction lentement mûrie que, comme le dit encore Trotsky, la croyance « à la toute-puissance de la violence, même vis-à-vis de son propre parti », est destinée à devenir le caractère principal de la direction qui, après les derniers événements en Russie, sera imprimée à tous les partis de l'I. C.

La presse communiste officielle renseignera ses lecteurs plus unilatéralement que jamais. Les membres du Parti communiste auront moins que jamais l'occasion d'approfondir leurs convictions par un libre échange d'idées et d'opinions. L'étouffement moral, l'absence de choc et de confrontation des idées empêcheront tout développement intérieur des partis communistes. L'opportunisme démagogique ira de pair avec la rigidité dogmatique. Ce dogmatisme continuera à nier, en dépit des faits, l'existence d'une crise profonde, s'accentuant sans cesse, dans toutes les fractions du mouvement socialiste. Ce n'est plus que hors des cadres des partis communistes qu'on pourra chercher de nouvelles voies à la lutte de la classe ouvrière pour la délivrance de l'humanité.

Ces considérations m'amènent à renoncer à faire partie du P. C. hollandais.

H. ROLLAND-HOLST.

Bloemendaal, 16 novembre 1927..

Les témoignages de Montégudet

Nous avons reçu au début du mois dernier la lettre suivante de notre camarade Pierre Pascal, réduisant à leur valeur certains propos tenus par Adrienne Montégudet au dernier Congrès fédéral de l'Enseignement.

On comprendra que nous ne l'ayons pas publiée la quinzaine dernière, pensant que l'*Ecole Emancipée* ne manquerait pas d'accueillir cette rectification. Mais on ne comprendrait pas que nous attendions indéfiniment.

Moscou, 25 *octobre* 1927.

Chers camarades,

*Vous avez fort bien rectifié les erreurs grossières que A. Montégudet a accumulées sur le compte de Lazarevitch dans son intervention au Congrès de Tours. Mais je vois, par le numéro du 25 septembre de l'*Emancipation, *que j'ai moi aussi été mis en cause.*

A. Montégudet s'est demandée pourquoi, bien qu' « en lutte contre la ligne actuelle des Soviets », je n'étais pas emprisonné : fort heureusement, elle a trouvé la raison de ce phénomène.

Mais elle ajoute que je « condamne aujourd'hui » Lazarevitch.

Je proteste aussi catégoriquement que possible contre cette affirmation, qui ne peut émaner que de son imagination, car : 1° les deux seules fois où j'ai vu A. Montégudet, je ne lui ai rien dit qui concerne de près ou de loin Lazarevitch; 2° je n'ai jamais pu dire à qui que ce soit que je condamne Lazarevitch, dont toute l'activité a toujours été consacrée au service de la classe ouvrière.

*J'ai envoyé une rectification analogue à l'*Ecole Emancipée. *Je vous l'adresse également pour le cas où ce journal ne la publierait pas.*

Cordialement à vous.

P. PASCAL.

Nous avons reçu :

Robert Perdon : *L'Historique des Assurances sociales en France.* Préface de MM. Durafour et Salzedo; 2 fr. 75. — En vente chez l'auteur : 13, rue Letellier, Paris-XVe.

G. Guyomard : *La Dictature militaire au Portugal.* Impressions d'un Français retour de Lisbonne; 7 fr. (Les Presses Universitaires de France.)

Roger Picard : *Le Salaire et ses Compléments : Allocations familiales, Assurances sociales;* 12 francs. (Rivière, édit.)

Pierre Beaulieu : *Assassins, Traîtres et Faussaires ou la Contre-Révolution russe à l'œuvre;* 3 fr. 50. (Libr. du Travail.)

L. Romier : *Qui sera le Maître, Europe ou Amérique ?* 12 francs. (Librairie Hachette.)

LA
RENAISSANCE DU SYNDICALISME

APRÈS LE CONGRÈS DE BORDEAUX

Le recul vers le réformisme

De divers côtés, on a dit que le Congrès de Bordeaux marquait le début d'une évolution de la C. G. T. U.

Si l'on veut s'en tenir au sens précis des mots, ce n'est pas d'une évolution qu'on accuse la C. G. T. U., mais d'un recul, d'un recul vers le réformisme. Quand les militants de la C. G. T. Lafayette exercent leur malice sur les « pillards de programme », ne veulent-ils pas, en somme, montrer que la C. G. T. U. a, en son congrès de Bordeaux, renié la conception révolutionnaire du syndicalisme, qu'elle s'est repliée sur ce réformisme que la minorité d'avant la scission dénonçait avec vigueur ?

Sur quoi fait-on reposer une telle accusation ? Trois faits pourraient lui donner une apparence de solidité :

Le retrait de la dictature du prolétariat des statuts confédéraux;

La création de la Caisse nationale de solidarité;

L'importance accordée aux revendications immédiates.

Le retrait de la dictature du prolétariat.

Quand, au Congrès constitutif de Saint-Etienne, la majorité confédérale refusait l'insertion de la formule : « disparition de l'Etat » dans les statuts confédéraux, elle agissait au nom du syndicalisme de masses, et à ce même titre, elle se gardait bien de demander l'hospitalité des statuts pour sa formule à elle : « dictature du prolétariat ».

Il ne s'agissait pas de réformisme. Il s'agissait de respecter, dans la C. G. T. U., la nature même du mouvement syndical.

C'est seulement lorsque la direction de la C. G. T. U. eut abandonné le syndicalisme de masses pour la bolchévisation, qu'elle introduisit — en fraude, comme avec honte — sa formule théorique dans les statuts. A ce moment, elle fit un véritable pas en arrière : elle s'éloigna du syndicalisme de masses au nom duquel elle avait combattu.

En suivant le conseil de l'I. S. R., en retirant des statuts ce qui constituait un des obstacles au recrutement de la C. G. T. U., le Congrès de Bordeaux a réparé cette faute.

Peu nous importe que cela ait été accompagné des hurlements que toute minorité doit avoir l'habitude d'entendre !

Le secrétaire de l'I. S. R. a osé écrire dans la *Pravda* que nous avions demandé le retrait de la dictature du prolétariat des statuts confédéraux parce que nous étions des adversaires de principe de la dictature du prolétariat. Nous ne voulons pas nous arrêter à une aussi singulière façon d'écrire l'histoire. Ce qui, seul, compte pour nous, c'est que le Congrès de Bordeaux a, sur ce point, rattrapé un peu du chemin perdu.

Rattraper le chemin perdu, ce n'est pas reculer.

La Caisse nationale de solidarité.

Est-ce donc dans la création de la Caisse nationale de solidarité qu'il faut rechercher les traces du recul de la C. G. T. U. vers le réformisme ?

Si la grande raison invoquée en faveur des syndicats à bases multiples : « il faut retenir les syndiqués au syndicat » — n'est chose nouvelle pour personne, la création de la Caisse de solidarité, pour les grèves, le chômage, la maladie, voilà qui est, en effet, tout à fait nouveau, à quelques exceptions près, pour notre mouvement unitaire.

Nous serions même allés plus loin que la vieille C. G. T. dans le réformisme, puisque rue Lafayette il n'existe pas de caisse semblable à celle dont nous allons être dotés.

Il faut bien dire, et ne jamais perdre de vue, que le syndicat à bases multiples porte en lui-même un gros danger. Avant d'engager une bataille nécessaire, ne sera-t-on pas retenu par la crainte de vider la caisse, de voir disparaître rapidement les réserves accumulées grâce à de longs efforts ?

Mais le syndicat à bases multiples présente en même temps un avantage dont il ne faut pas diminuer l'importance; il pourra lier à lui les travailleurs, d'une façon effective; il deviendra de plus en plus l'organisme indispensable pour l'ouvrier.

Le danger ne doit pas nous faire rejeter l'avantage. Utilisons sérieusement l'avantage — et n'oublions jamais le danger. A cette dernière condition, nous ne tomberons pas dans le réformisme, qui se caractérise actuellement par un abandon quasi-complet de la lutte directe des syndicats.

Mais est-ce bien la crainte du réformisme qu'il faut avoir en ce moment à l'égard de cette innovation du Congrès de Bordeaux ?

Ne faut-il pas plutôt avoir peur de voir ce que pouvait comporter de bon cette innovation, bien compromis par le fait que, deux mois après Bordeaux, la Commission exécutive de la C. G. T. U. n'a pas encore mis debout l'armature de cette caisse nationale de solidarité, dont l'étude, au Congrès, est apparue à tous comme bien légère et bien sommaire ?

Les revendications immédiates.

La place accordée à Bordeaux aux revendications immédiates fait un contraste saisissant avec les séances entières consacrées par le précédent congrès à la haute politique révolutionnaire.

Au cours des deux années qui vont du Congrès de Paris au Congrès de Bordeaux, les militants des Syndicats ont pu juger *sur leurs résultats* les mots d'ordre ultra-révolutionnaires comme la fraternisation. La grève générale du 12 octobre 1925 a provoqué un affaiblissement général de la C. G. T. U. La grève générale du 8 août 1927 a accentué la défiance de la classe ouvrière envers une organisation de l'importance de la C. G. T. U. dont deux secrétaires peuvent disposer à leur guise.

En condamnant, quoi qu'on dise, les mots d'ordre du 12 octobre 1925 et la méthode du 8 août 1927, le Congrès de Bordeaux n'a pas reculé vers le réformisme.

Il ne s'agit que de la reconnaissance des lourdes fautes que la bolchévisation intensive à la manière Treint avait fait commettre à la direction confédérale.

Ces fautes, la direction confédérale ne les eut point commises si elle était demeurée sur le terrain délimité par le Congrès de Saint-Etienne et par le Congrès de Bourges, sur le terrain de l'indépendance du syndicalisme, c'est-à-dire sur le terrain du syndicalisme de masses.

Dans la mesure où l'importance accordée aux revendications immédiates ne sera pas une tactique

d'un jour, nous pourrons la saluer comme une renaissance.

Dans les *Cahiers du Bolchévisme,* Berlioz écrit en substance qu'à Bordeaux la C. G. T. U. a découvert le « réformisme actif ». Il explique qu'il s'agit de lutter effectivement pour les revendications immédiates, mais sans perdre de vue le but final. Quand Berlioz présente cela comme une découverte, il oublie seulement la charte d'Amiens qui renferme en peu de mots la conception très claire de ce qu'il baptise le « réformisme actif ».

Ici encore, la crainte qu'on doit exprimer est celle de voir la direction confédérale gâcher les mots d'ordre les plus justes, saboter les revendications les mieux appropriées, comme elle l'a fait au lendemain de l'échec cuisant du 12 octobre.

Cela pour la simple raison que cette direction ne se place plus depuis longtemps sur le terrain du syndicalisme, parce qu'à ses yeux, c'est le parti qui doit jouer le rôle directeur dans la lutte quotidienne. Le recul de la C. G. T. U. vers le réformisme, le voilà ! — M. CHAMBELLAND.

LEUR BONNE FOI

— Alors, les communistes l'ont emporté à l'assemblée générale du syndicat unitaire des typos parisiens ?

— Pas du tout. Leur nouvel assaut a été repoussé. Ils ont été battus une fois de plus.

La *Vie Ouvrière,* l'*Humanité* ont été largement mises à contribution pour cette offensive de grand style. En termes indignés a été dénoncée la « mauvaise foi des Charbit et Cie ». Le ban et l'arrière ban du P. C. étaient convoqués à l'assemblée générale du 20 novembre. « Des sanctions seront prises contre les absents », disait l'appel de la fraction.

Cependant, sans s'émouvoir, le comité syndical se présentait devant la corporation et lui soumettait sa gestion. Il n'eut pas de peine à montrer de quel côté étaient la mauvaise foi et la déloyauté.

Dans leur factum, les communistes ne prétendaient-ils pas que les membres du Conseil syndical venaient de « renier leurs déclarations très nettes d'avant les élections », ce qui veut dire que les membres du Conseil ont tenu un langage différent *avant* et *après* les élections. Or, les élections n'ont pas encore eu lieu. Et les phrases incriminées par les communistes se trouvent précisément dans la déclaration de candidature des syndicalistes révolutionnaires. Mais cela, les lecteurs de la *Vie Ouvrière* et de l'*Humanité* ne sont pas obligés de le savoir, et ainsi la calomnie fait son œuvre.

Pas auprès des membres du syndicat, toutefois, qui savent bien, eux, de quoi il retourne. Et c'est par 10 voix de majorité que le rapport du Conseil a été sanctionné et sa conception du syndicat d'industrie encore une fois approuvée, donnant ainsi un démenti aux espoirs conjugués de la *Vie Ouvrière,* de l'*Humanité* et du *Peuple.*

Après ça, les communistes, qui avaient d'abord *préconisé l'abstention,* à l'élection du Comité, se sont ravisés et ont demandé à reculer les élections pour leur permettre de présenter une liste. L'assemblée, à une voix de majorité, leur a donné satisfaction. Ils vont donc pouvoir présenter une liste de candidats et participer aux élections. Tant mieux ! comme cela ils ne pourront pas ergoter sur la signification de l'échec certain qui les attend.

Dans un prochain numéro, nous exposerons aux lecteurs de la *R. P.*, les conceptions qui s'affrontent au syndicat des typos, relativement à la formation du syndicat d'industrie. Disons tout de suite que dans l'esprit des communistes, le syndicat d'industrie est le moyen infaillible pour « dépouiller et bâillonner l'opposition à la C. G. T. U. ». On comprendra que nous n'y prêtions pas la main. — F. CHARBIT.

La faillite de la direction du Syndicat parisien des Métaux

A la veille du IV[e] Congrès du Syndicat des Métaux de la région parisienne, la minorité syndicaliste avait publié un tract dans lequel elle dénonçait « la faillite d'une direction syndicale ». Au V[e] Congrès, qui s'est réuni le 20 novembre, on a pu constater que la minorité avait vu juste.

La moyenne des cotisations des cinq derniers mois est de 3.000. Le déficit du semestre dernier atteint 19.775 francs.

Trente sections locales seulement ont pu être reconstituées. Quant aux sections techniques, leur constitution est encore à l'ordre du jour. (Pour combien de temps ?) Il n'existe plus que 137 sections d'usines, dont 87 seulement vivent. La Seine-et-Oise compte de moins en moins d'effectifs. Sans aucune liaison avec le centre, elle n'a pour ainsi dire pas été visitée depuis deux ans.

La discussion comprend pas mal de petites critiques. Fait curieux, presque tous ceux qui interviennent déclarent qu'ils voteront le rapport moral, mais que personnellement ils ont des critiques à présenter. L'absence de critiques collectives prouve qu'on n'a pas discuté dans les sections.

Un délégué des fondeurs déclare voter contre le rapport moral si on ne supprime pas un permanent; un syndicat de 3.000 adhérents ne peut pas se payer le luxe d'une dépense de 48.000 francs tous les six mois, rien que pour son administration.

Roumeguère, au nom de la minorité, va rappeler dans un court historique les différentes propositions que celle-ci a faites dans le passé : « Si on nous avait écouté, dit-il, nous n'en serions pas où nous en sommes. Avant la fusion avec la Seine-et-Oise et la Voiture-Aviation, jamais les effectifs n'ont été si bas, la fameuse homogénéité, le sectarisme ont donné, ce qu'ils devaient donner, c'est-à-dire le vide. »

Les rapports financiers étaient truqués.

Le débat sur le rapport financier devait montrer au Congrès que sur la gestion administrative du Syndicat la minorité n'avait eu là aussi que trop raison.

Lénard, secrétaire administratif, explique qu'il n'y a pas eu possibilité de faire des comptes exacts depuis le commencement de l'année. La comptabilité de Leveneur était très embrouillée, enfin depuis le mois de mai, ça va mieux, on a 20.000 francs de déficit, c'est vrai, mais il y a de l'ordre dans les comptes.

Avec beaucoup de précaution, Lénard va mettre le Congrès au courant de certaines fautes commises par le bureau. On a prêté de l'argent à des copains qui n'en valaient pas la peine; certains ont mis beaucoup de temps à rembourser; d'autres n'ont même pas remboursé du tout. On a eu pitié d'eux, qu'est-ce que vous voulez ! En un mot, on a transformé le Syndicat en bureau de bienfaisance.

Ce que Lénard n'ajoute pas, c'est que ces irrégularités ont été cachées au Syndicat au moyen de bilans financiers truqués ! Ce qu'il ne dit pas non plus, c'est que c'est la Commission de contrôle qui, en mettant le nez dans ces irrégularités, a obligé le Bureau à en rendre compte au Congrès.

A ces révélations, une grande émotion s'empare du Congrès.

Roumeguère intervient énergiquement. « Vous n'aviez pas le droit, dit-il, de disposer de l'argent des syndiqués; c'est une chose sacrée. Vous n'avez d'ailleurs pas prêté qu'à des miséreux, comme vous nous dîtes, mais à certains camarades à qui la Commission de contrôle a dû faire plusieurs sommations pour qu'ils remboursent. En tout cas, il n'y a que depuis que ladite Commission de contrôle a fonctionné que certains ont remboursé, avant on n'en parlait pas. Vous avez créé un précédent dangereux.

« Le plus grave, c'est que vous avez truqué les bilans antérieurs; pour qui prenez-vous donc les syndiqués ? Pourquoi ces irrégularités ? Ah ! si la minorité s'était rendue coupable de la dixième partie de ces faits scandaleux, vous feriez marcher la grosse caisse — et vous auriez raison. Mais vous, vous avez

tous les droits, vous les prenez en tout cas. Nous devons mettre fin à de telles mœurs ! »

Après confirmation des faits par Gaye, membre de la Commission de contrôle, Delagarde précise dans quelles circonstances il a été mis au courant de l'affaire Cadot : « Des camarades du Parti sont venus me trouver au dernier Congrès et m'ont dit : « Il y a eu un incident à la fraction entre Neveu et Cadot; celui-ci accusant celui-là d'être coupable d'un manquant dans la caisse du Syndicat, tu devrais en parler à la tribune, nous, nous ne pourrions le faire, nous serions exclus. » J'ai simplement insinué, et si vous aviez voulu à ce moment crever l'abcès, vous auriez évité au Syndicat un incident fâcheux, car c'est à cette réunion de la fraction que l'affiche patronale a pris sa source, les patrons y avaient certainement un mouchard. »

Un membre de la C. E. va nous expliquer que la minorité critique toujours systématiquement. Et puis... Rouméguère, vous ne savez pas ? Eh bien ! il représentait l'Enseignement au Congrès de Bordeaux.

Avec Albessard, on revient aux choses sérieuses, il s'est laissé endormir, c'est vrai. Mais, encore une fois, pourquoi l'avoir caché au syndicat ? Pour ce qui est de son beau-frère Matra (comptable au Syndicat, syndiqué depuis deux mois). Albessard s'engage à rembourser les 200 francs que lui, Matra, a oublié de rembourser.

Un délégué proteste : « On n'hésite pas, dit-il, à infliger des sanctions aux copains de la base, mais au faîte, on les laisse démissionner et foutre le camp en douceur. »

Présentées par Delagarde, les conclusions suivantes de la Commission de contrôle sont ratifiées par le Congrès :

La Commission de contrôle reconnaît exacts les comptes de la gestion Lénard.

Elle regrette que des irrégularités sérieuses aient été constatées dans les gestions précédentes, que depuis plusieurs années les bilans furent inexacts, que des dettes contractées par divers camarades sans autorisation de la Commission exécutive ne furent jamais portées en compte.

Elle demande au Congrès de condamner pareils procédés; de donner ordre à la Commission exécutive de porter en compte les sommes qui ne sont pas encore récupérées; de prendre des sanctions contre les camarades qui ne se sont pas acquittés de leur dette.

Quand la lessive est terminée, on décide qu'une deuxième session du Congrès aura lieu le 4 décembre.

Puis on désigne dix membres à la C. E. pour remplacer les démissionnaires, la minorité, au nom de la démocratie tant chantée à Bordeaux, est évincée. Faure Brac remplacera Cadot à l'un des postes de secrétaire.

En résumé, cette journée de Congrès où les ravages de la bolchévisation ont été étalés sans pudeur n'est pas de celles dont on peut dire qu'elles renforcent l'organisation syndicale. Au contraire. Quand donc les métallurgistes parisiens se décideront-ils à réagir ?
— Un « Critiqueur ».

FAITS ET DOCUMENTS

Les Faits de la quinzaine

Vendredi 11 novembre. — Etats généraux de la France meurtrie, à Versailles, sorte de congrès général des organisations d'anciens combattants.

U. R. S. S. : Congrès des Amis de l'U. R. S. S.

Dimanche 13. — Vive discussion, au Congrès de l'Union confédérée du Nord, sur le cumul des fonctions politiques et syndicales.

Mardi 15. — Le *Peuple* publie un Manifeste-programme de la C. G. T.

U. R. S. S. : Par décision du Comité central et de la Commission centrale de contrôle, Trotsky et Zinoviev sont exclus du Parti communiste russe.

Mercredi 16. — Poincaré annonce un projet de loi établissant le statut définitif du Conseil national économique.

— Grève des 12.000 mineurs de Petite-Rosselle, se solidarisant avec les mineurs du puits de Gargan lock-outés. Une conférence de délégués du bassin de la Moselle envisage l'extension du mouvement.

Jeudi 17. — Le groupe radical de la Chambre approuve le programme de la C. G. T.

Vendredi 18. — *U. R. S. S. :* Suicide de Joffe. — Smirnov, Mouralov et Zinoviev sont relevés de leurs fonctions.

Samedi 19. — *U. R. S. S. :* Trostky est relevé de ses fonctions de président du Comité des concessions.

Dimanche 20. — Importante manifestation des métayers landais à Ygos.

Angleterre : Une délégation de 270 mineurs du Pays de Galles arrive à Londres.

Etats-Unis : Green, président de l'American Federation, annonce une compagne en faveur de la semaine de cinq jours.

Lundi 21. — Les mineurs de Lavaveix font une grève de protestation de vingt-quatre heures. Ceux de Petite-Rosselle reprennent le travail.

— Session du Conseil supérieur du Travail.

Belgique : Vandervelde et les autres ministres socialistes quittent le cabinet à cause des projets militaires.

Etats-Unis : Cinq mineurs grévistes sont tués par la police aux charbonnages de Columbia, près de Denver.

Mardi 22. — Grève des métallurgistes de la Sarre.

Mercredi 23. — La Chambre repousse l'enquête sur les causes des incidents de Toulon.

Angleterre : Le Conseil général des Trade-Unions suspend l'Union des Gens de mer de Havelock Wilson.

U. R. S. S. : Le Bureau du C. E. de l'Internationale communiste à l'unanimité condamne l'opposition.

Jeudi 24. — Fin du mouvement des métallurgistes de la Sarre sur arbitrage.

Angleterre : Au cours d'un débat sur le chômage, à la Chambre des Communes, quatre délégués travaillistes sont suspendus.

Vendredi 25. — Déclaration du Bureau politique envoyant devant la Commission de contrôle deux charrettes d'opposants.

U. R. S. S. : En réplique à une conférence tenue à Vilna, le Gouvernement adresse à la Pologne une note menaçante à propos du conflit polono-lithuanien.

Le dernier bateau-programme de la C. G. T.

Le *Peuple* du 16 novembre a publié la grande déclaration suivante de la C. G. T., dont Monatte, dans son « Carnet », montre les dangers :

Une fois de plus, devant le pays, la Confédération Générale du Travail formule les revendications dont les masses ouvrières demandent la réalisation immédiate.

En présentant ces revendications, la Confédération Générale du Travail ne réclame pas une simple adhésion de principe. Elle entend obtenir de ceux qui se réclament du progrès social et de la classe ouvrière l'engagement de réaliser.

Sans renoncer en rien à son idéal de libération et de justice qui donnera au monde du travail la place à laquelle il a droit, fidèle à sa conception qui ne sépare point la défense des intérêts ouvriers de la sauvegarde des intérêts de la collectivité, la C. G. T. précise ses revendications minima et propose ses solutions aux problèmes les plus pressants.

Certaines des questions qu'elle envisageait il y a quatre ans ont évolué et de nouvelles se posent. La situation à considérer découle, d'ailleurs, dans la plus large mesure, de la non-réalisation des réformes demandées par le mouvement ouvrier. Les difficultés à résoudre ne sauraient échapper aux esprits clairvoyants. On ne peut y répondre encore par de nouvelles tergiversations ni s'inspirer d'un empirisme qui, tout au plus, peut apporter provisoirement quelques atténuations au mal sans toucher à ses causes et qui, en fin de compte, contribue à l'aggraver. Une action vigoureuse est nécessaire. Il ne peut plus être question de se cantonner dans des mesures partielles. Des transformations profondes sont devenues indispensables.

⁂

La Confédération Générale du Travail considère que le problème capital demeure toujours le retour du pays à une économie normale. Elle réclame, aujourd'hui comme hier, la stabilisation monétaire qui, seule, pourra mettre fin aux manœuvres d'accaparement et de spéculation que font la vie chère.

Cette stabilisation est atteinte en fait, mais demeure incertaine. Elle doit, dans le plus bref délai, devenir légale, si l'on veut, par une activité productrice régulière et coordonnée, atteindre à un assainissement véritable qui permettra d'accroître les ressources des individus et de la collectivité.

A cette organisation de la production et des échanges, le mouvement ouvrier est prêt à donner sa collaboration, à condition que le but proposé soit le développement du marché intérieur par l'accroissement de la capacité de consommation. A condition, également, qu'on reconnaisse que l'application de la formule : « Maximum de production dans le minimum de temps pour le maximum de salaire » appelle une série de mesures sans lesquelles le monde du travail devrait lui refuser son indispensable concours.

C'est, d'abord, le développement des contrats collectifs et, par conséquent, la reconnaissance complète du droit syndical trop souvent méconnu. C'est, ensuite, l'institution du contrôle ouvrier, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises. Contrôle ouvrier sans lequel rien ne sera modifié dans les conditions morales et matérielles de la production. Contrôle qui doit permettre aux travailleurs de coopérer aux mesures de discipline qui s'imposent dans le travail et d'obtenir les garanties d'équité dans l'exécution des règles établies en collaboration. Contrôle par lequel la collectivité ouvrière pourra connaître le résultat de ses efforts et apporter, avec toute sa conscience, les suggestions utiles au meilleur rendement et à la prospérité de l'œuvre à laquelle elle sera ainsi intéressée. Contrôle qui déterminera pour chacun ses responsabilités. Contrôle qui garantira l'exercice des droits sans lesquels le travail resterait une servitude.

En formulant cette revendication, la Confédération Générale du Travail n'entend pas seulement réclamer un droit déjà reconnu aux travailleurs dans d'autres pays industriels. Elle indique que cette réforme permettra d'associer les salariés et leurs organisations à l'introduction des nouvelles techniques et qu'elle est, d'autre part, un élément indispensable de la réorganisation de l'économie nationale.

La concentration des entreprises peut avoir des effets utiles pour l'économie. Elle ne doit pas aller jusqu'à permettre à ceux qui y participent de rançonner la collestivité et aussi de développer une puissance telle qu'ils mettent en péril la souveraineté de la nation. Le contrôle des cartels doit donc être établi. Les organisations ouvrières doivent participer à ce contrôle en même temps que les consommateurs, au sein des organismes que l'Etat devra établir dans ce but.

⁂

Acceptant, dans l'intérêt général, l'idée de la rationalisation, le monde du travail veut, toutefois, être sauvegardé contre ses premières conséquences possibles. Il est à prévoir qu'avant d'avoir donné leur plein effet, les nouvelles techniques peuvent provoquer du chômage. Contre celui-ci, des mesures doivent être prévues. Elles devront comporter des secours aux salariés privés temporairement de leur emploi et des travaux d'utilité générale, mais aussi l'organisation de la rééducation professionnelle permettant le remploi rapide de la main-d'œuvre devenue en excès dans une industrie déterminée.

A cet égard, la Confédération Générale du Travail demande la prompte mise en application de la loi sur les assurances sociales, qui devra être complétée par un nouveau projet portant sur l'assurance-chômage.

Elle réclame aussi :

1° Le respect absolu de la loi sur la journée de huit heures;

2° L'application aux ouvrières comme aux ouvriers du principe : « A travail égal, salaire égal »;

3° La réalisation des vacances payées;

4° La réorganisation de l'Inspection du travail et l'institution des délégués ouvriers à la sécurité;

5° La ratification des conventions internationales du travail, surtout en ce qui concerne la protection du travail de la femme et de l'enfant;

6° L'extension de la législation du travail, y compris le droit syndical aux colonies et pays de protectorat;

7° Soucieuse de donner, à côté des libertés syndicales reconnues par la loi de 1884 et qui ne sauraient être contestées, la garantie du droit aux conditions normales de travail dans chaque industrie, la Confédération Générale du Travail préconise l'institution d'une juridiction obligatoire des conflits du travail, à laquelle participeront en nombre égal des représentants des syndicats ouvriers et patronaux.

⁂

Le rôle du Conseil National Economique, qui a déjà reçu la charge de déterminer et de proposer le programme de développement de l'outillage national devant nécessairement aller de pair avec toute rationalisation et permettre de développer à la fois, dans un juste équilibre, la production de l'industrie et celle de l'agriculture, doit être élargi. Il ne saurait conserver le caractère provisoire et incomplet qu'il a encore.

La Confédération Générale du Travail demande donc l'extension des attributions du Conseil, qui devra être obligatoirement appelé à discuter tous les projets de loi d'ordre économique et social. Il devra également recevoir les moyens financiers et matériels propres à assurer l'exécution de sa tâche et être mis de façon effective en liaison organique avec les Pouvoirs publics et le Parlement.

Le Conseil National Economique doit être intégré dans le mécanisme constitutionnel du pays. Ainsi sera assurée — pour être ultérieurement complétée par la constitution de Conseils régionaux — la coopération des organisations professionnelles aux fonctions de l'Etat.

Le mouvement ouvrier n'a jamais réclamé une représentation corporative doublant et concurrençant la représentation politique. Il le déclarait alors que les pays de dictature n'avaient pas encore recouru à cette

pratique pour couvrir la violation des libertés publiques. Il le redit encore, mais en insistant sur la nécessité de rénover le fonctionnement de l'Etat en faisant appel aux forces organisées de l'économie qui, seules, peuvent permettre d'aborder les problèmes de l'activité matérielle du pays et de leur donner des solutions sans lesquelles, on a pu le voir déjà, le fonctionnement politique de la démocratie serait en danger.

A cet égard, encore, la Confédération Générale du Travail doit attirer l'attention sur la situation des fonctionnaires. Elle ne se borne pas à demander pour eux des conditions équitables de rémunération. Elle réclame la pleine reconnaissance légale de leurs organisations syndicales, situation de fait sur laquelle il ne peut être question de revenir, et leur coopération à la réforme administrative.

S'opposant, aujourd'hui comme hier, à toute cession directe ou déguisée des monopoles d'Etat qui constituent un patrimoine collectif, la Confédération Générale du Travail préconise leur réorganisation avec des perfectionnements techniques en vue d'en augmenter le rendement, et la nationalisation industrialisée des grands services publics.

La Confédération Générale du Travail rappelle qu'il y a un problème du logement que notre pays se doit de résoudre rapidement pour donner à la famille ouvrière des conditions de vie conformes aux règles les plus élémentaires de l'hygiène, en même temps qu'un foyer en rapport avec les conditions modernes d'existence. A ce sujet, un projet a été élaboré par le Conseil National Economique; il est actuellement en instance devant le Parlement.

Une autre réforme est inséparable de l'ensemble des mesures destinées à rénover la production et l'économie, le mécanisme et les fonctions de l'Etat : c'est l'accession des capacités à la gestion des affaires publiques.

Une démocratie n'a jamais trop d'intelligences à son service. Tous les enfants ont droit au développement de leurs aptitudes intellectuelles et physiques qui, seules, doivent donner la mesure de leur utilité sociale et déterminer les fonctions pour lesquelles ils sont le mieux qualifiés. C'est pourquoi doit être réalisée l'Ecole unique qui permettra cette accession et le développement d'une élite véritable, dont le recrutement ne sera pas subordonné à la richesse, autre expression du privilège de l'hérédité. La démocratie témoignera ainsi qu'elle ne connaît pas de barrières et qu'elle veut, en même temps que répondre aux préoccupations actuelles, envisager l'avenir et préparer ses futurs progrès.

Comme mesure immédiate, prélúdant à la grande réforme universitaire, la Confédération Générale du Travail réclame la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans au moins et le développement de l'enseignement postscolaire.

Enfin, considérant que les réformes sociales ne peuvent produire tous leurs bienfaits que dans la paix, la Confédération Générale du Travail proclame à nouveau la volonté du monde du travail de voir s'établir entre tous les peuples une paix sûre et durable par le désarmement des haines, la collaboration pacifique de toutes les nations sur la base : du recours obligatoire à l'arbitrage pour tous les conflits politiques et économiques, de la sécurité organisée contre l'agression, du désarmement.

⁂

La rationalisation dans les mines.

Une voix discordante dans le chœur des dirigeants réformistes à propos de la rationalisation, celle de Georges Dumoulin. Dans la *Bataille Socialiste* du 10 novembre, l'ancien secrétaire adjoint de la C. G. T. examine l'application de la rationalisation dans les mines, mais ne s'en tient pas là; il jette une vue d'ensemble et déclare à ses amis qu'ils jouent un rôle de dupes :

Il y a plusieurs manières d'envisager la rationalisation des industries, ou plutôt il y a plusieurs façons d'en apprécier les effets. Cela dépend de l'endroit où l'on se place sur le plan social. Ceux d'en haut brassent des généralités et des idées totales qu'ils ramènent à l'organisation scientifique du travail; ceux d'en bas empoignent à bras-le-corps les réalités concrètes et exhalent d'amères plaintes.

En haut, on commence à s'inquiéter et à s'effrayer de l'énorme portion de glace et de douleur qu'apporte la science quand elle aide la technique à créer du rendement au bénéfice des profiteurs. En haut, on dit : « plus de cette rationalisation sans les correctifs contrôle ouvrier et contrats collectifs. »

En bas, on est totalement consterné par le caractère soudain de l'attaque, par l'arrogance et la brutalité du personnel de surveillance, par la froide et sèche attitude des techniciens.

J'ai passé quelques heures avec ceux d'en bas dans le Pas-de-Calais l'autre jour à l'occasion de la C. A. P. plénière du parti. Ils m'ont communiqué leur frisson d'épouvante et de colère contenue.

— Tu ne peux pas te figurer, m'a dit l'un d'eux, ce qu'ils nous font voir à présent, comment ils nous traitent et combien le « mineur » est malheureux.

— Oui, je sais, les salaires sont maigres, les compagnies ont de la peine à vendre et elles cherchent à se rattraper sur l'ouvrier.

— C'est autre chose, a-t-il ajouté, la vie n'est plus tenable au fond des puits depuis qu'on y expérimente sur notre dos les nouvelles méthodes de travail. Sache qu'il ne s'agit pas de mettre la science au service de notre sécurité et d'une meilleure hygiène au travail. Sache bien surtout qu'il s'agit encore moins d'alléger nos peines par l'emploi d'instruments nouveaux; au contraire, le marteau-piqueur accélère notre déchéance physique en détruisant notre organisme; l'outil pneumatique perfectionné ne profite qu'aux actionnaires.

Je comprenais son langage, et son âge, — il a plus de quarante ans — lui permettait d'apprécier la différence avec l'avant-guerre :

— J'ai connu l'époque où les journées étaient plus longues et où les réformes obtenues étaient moins nombreuses que maintenant. Pourtant nos misères étaient supportables; aujourd'hui elles ne le sont plus. On nous traque comme des bêtes, on nous injurie, on nous maltraite.

— Qui « on ? »

— Les porions, parbleu ! Ils sont devenus fous et se conduisent, par ordre, comme des sauvages. Il y a des moments où l'indignation m'étouffe au point de désirer en étrangler un.

— Mais par ordre de qui agissent-ils ainsi ?

— Ce sont les ingénieurs qui les affolent en les dressant au rythme de la technicité du rendement. Tiens, il y a quinze jours, ils ont collé un chronométreur au chantier, ce qui ne s'était jamais vu. Le type a passé sa journée à suivre tous nos gestes, à mesurer le temps que nous mettions à satisfaire nos pauvres besoins. Il a compté les minutes et les secondes que nous avons dépensé pour consolider notre boisage et assurer notre sécurité, il a marqué les courts espaces consacrés à éponger notre corps en sueur, à étancher notre soif, à reprendre un peu de souffle. Tu t'imagines ce que l'on souffre quand, dans notre métier de chien, on a ainsi une chandelle dans le dos.

« Et encore, conclut-il, si leur affaire était bien organisée, si nous avions du matériel convenable et en quantité suffisante, si le transport du charbon, le débloquage, étaient normalement assurés, s'il n'y avait pas tant de désordre dans les puits et qu'on ait vraiment l'impression que tout et tous contribuent à la diminution du prix de revient et à l'augmentation du rendement, on sentirait moins le poids des outrages qui nous sont prodigués. Mais non, c'est sur le pauvre bétail humain que tout le malheur s'abat.

Vous entendez, ceux d'en haut, on rationalise !

Les ouvriers sont des machines à rendement, du bétail à bas salaires et demain des chômeurs que l'on privera de subsistance.

Vous entendez, ceux d'en haut, ce n'est pas le pays

qu'on rationalise pour le purger de son parasitisme et l'orienter vers une utilisation rationnelle de toutes ses ressources de production; c'est aux ouvriers que s'attaquent les capitalistes pour les écraser techniquement et scientifiquement.

Quel magnifique héritage !

La guerre nous a placés sur le plan aristocratique des peuples victorieux et supérieurs. Nous revivons les lointaines époques de la Grèce et de la Rome antique avec nos trois millions d'étrangers réduits au rôle d'esclaves modernes et constituant un sous-prolétariat réparti dans les métiers de force auxquels s'appliquent arbitrairement les méthodes américaines. Trois cent mille mineurs dans le puits : des Polonais, des Tchèques, des Hongrois, des Français courbés par l'effort et pliant sous l'outrage et les aboiements des porions.

Quelles belles perspectives !

On rationalise ainsi chez Citroën, chez Renault, chez Schneider, dans toutes les usines de force où viennent s'emprisonner les gros bataillons des manœuvres et des sous-prolétaires.

Vous comprenez, ceux d'en haut, la haine s'avive; elle se crée de nouveaux foyers qui aboutiront à des explosions violentes. Et vous qui niez la croissance des antagonismes de classe, vous serez surpris un jour prochain par leur développement. Il ne vous échappe pas cependant que le patronat et la finance sont décidés farouchement à transformer leurs méthodes d'exploitation et de production sans céder un pouce de terrain à la classe ouvrière, sans lui accorder une parcelle de contrôle ouvrier et que c'est encore malgré tout d'une question de force qu'il s'agit.

ENTRE NOUS

Nos amis ouvrent enfin l'oreille. L'un d'eux, Lavenir, du Rhône, nous écrit :

« *Si la R. P. disparaissait, cela ferait un grand vide. Il faut mieux nous faire sentir à tous que sa vie est précaire. Il faudrait nous secouer dans chaque numéro, jusqu'à ce que la vie soit assurée normalement par les abonnements ordinaires.*

« *Il faudrait redonner encore le classement des abonnés par profession et par département, noter les nouveaux abonnements chaque quinzaine, ne pas craindre de nous rappeler toujours au travail de propagande.* »

Classement des abonnés.

Voici le tableau de nos abonnés en novembre 1926 et maintenant :

	Novembre 1926	Novembre 1927		Novembre 1926	Novembre 1927
Ain	1	2	Dordogne	1	0
Aisne	4	7	Doubs	2	3
Allier	3	3	*Drôme*	4	2
Alpes (Basses-)	4	2	Eure	0	1
Alpes (Htes-)	0	0	Eure-et-Loir	0	0
Alpes-Maritim.	25	21	Finistère	28	32
Ardèche	8	8	Gard	4	5
Ardennes	0	1	Garonne (H.-)	1	1
Ariège	0	0	Gers	0	0
Aube	2	2	*Gironde*	17	12
Aude	0	0	Hérault	2	4
Aveyron	0	1	Ille-et-Vilaine	0	2
B.-du-Rhône	6	7	Indre	10	12
Calvados	2	3	Indre-et-Loire	4	4
Cantal	2	0	Isère	4	5
Charente	0	0	Jura	2	5
Charente-Inf.	2	2	Landes	1	2
Cher	0	3	Loir-et-Cher	0	0
Corrèze	1	1	Loire	19	28
Corse	4	3	Loire (Hte-)	5	5
Cote-d'Or	2	2	*Loire-Infér.*	2	1
Côtes-d.-Nord	2	2	Loiret	2	2
Creuse	1	0	Lot	0	0
Lot-et-Gar.	0	3	Sèvres (Deux-)	1	1
Lozère	0	0	Somme	3	4
Maine-et-Loire	1	2	Tarn	1	2
Manche	1	1	Tarn-et-Garon.	0	0
Marne	1	2	*Var*	4	3
Marne (Hte-)	0	0	Vaucluse	0	0
Mayenne	0	0	Vendée	2	2
Meurthe-et-M.	7	6	Vienne	0	0
Meuse	0	0	Vienne (Hte-)	7	7
Morbihan	1	0	Vosges	9	9
Moselle	0	0	Yonne	0	0
Nièvre	1	1	*Paris*	294	292
Nord	11	8	Algérie	11	21
Oise	6	6	*Tunisie*	9	4
Orne	0	0	Afr. Equat.	0	1
Pas-de-Calais	3	6	Allemagne	7	13
Puy-de-Dôme	4	5	Angleterre	1	1
Pyrénées (B.-)	3	5	Autriche	2	2
Pyrénées (H.-)	0	0	Belgique	15	20
Pyrénées-Or.	0	0	Egypte	1	0
Rhin (Bas-)	4	6	Espagne	1	1
Rhin (Haut-)	0	0	Etats-Unis	1	3
Rhône	32	24	Grèce	0	2
Saône (Hte-)	0	1	Hollande	6	7
Saône-et-Loire	3	3	Luxembourg	1	1
Sarthe	1	1	Norvège	1	1
Savoie	2	1	Paraguay	1	1
Savoie (Hte-)	6	5	Pologne	0	1
Seine	92	96	Russie	22	30
Seine-et-Marne	6	8	Suisse	6	6
Seine-et-Oise	38	35			
Seine-Infér.	18	12	Total	824	871

Plus nous regardons ce classement géographique, plus nous sommes convaincus qu'il est possible, facile de progresser, de doubler dans les départements où nous avons déjà un bon chiffre, de tripler ou quadrupler dans la plupart des autres. Il suffit qu'un camarade ou deux par département veuillent s'en donner la peine. Elle ne serait pas lourde, elle demanderait surtout de la méthode et un peu de ténacité. Il n'y a pas de meilleure propagande à faire pour nos idées. Là où la *R. P.* pénétrera, nos idées rayonneront, elles s'imposeront à la discussion, elles gagneront des adeptes résolus. La chasse aux abonnés est un véritable travail de propagande.

Qu'un camarade par département, au moins, nous dresse avant la fin de l'année une liste de possibles pour son département. Que ceux qui connaissent des camarades dans les départements où nous n'avons personne n'oublient pas de nous les indiquer.

Le mois écoulé, les recouvrements rentrés, nous leur ferons part des résultats produits par leurs listes. Ainsi, ils pourront voir eux-mêmes où leurs efforts doivent se porter et se renouveler.

Souscriptions de la quinzaine.

Comme on pouvait s'y attendre, les 2.000 francs étant atteints et dépassés, les rentrées ont fléchi.

Voici les dernières souscriptions reçues :

Thomas (Indre), 4 francs; Thévenon (Loire), 20; Roques (Pas-de-Calais), 10; Un communiste savoyard, 10; *Liste remise par Martin (métallurgistes d'Ugine, Savoie)*, Conseil syndical, 8; G. Martin, 15; des copains pour la *R. P.*, 14 fr. 40. Total : 37 fr. 40; A. et G. Pelletier (Seine), 5; *Liste remise par Thionville (charpentiers, Seine)*, Berthier, 1 fr. 25; Dinasse, 1; Thionville, 5 fr. 25; Geldriger, 1; Beneteau, 2; Aubry, 2; Dupont, 2. — Total : 14 fr. 50; Paul Michel (Rhône), 10; Chasson (Ardèche), 5. .. Total de la quinzaine : 120 fr. 90.

Nous voudrions joindre au numéro du 15 une table des matières de l'année 1927, peut-être même des années 1925 et 1926. Mais cela représente des frais supplémentaires. Que l'on nous aide à les couvrir.

Le gérant : V. GODONNÈCHE.

Paris. — Imp. Nouvelle (Ass. ouv.), 11, rue Cadet. Téléphone Gut. 30-79.
J. Amilcar, directeur. — 1975-12-27.

